L'hebdo des socialistes

N°552 • samedi 12 décembre 2009 • 1,5€

Janvier 2010
L'hebdo fait peau neuve p 22-23

Construire ensemble la France qu'on aime



Europe ▮ Congrès du PSE ▮ Régionales ▮ Focus sur les régions Rhône-Alpes et Pays de la Loire

agenda du parti

Samedi 12 décembre

Convention nationale, ratification des listes aux régionales et présentation de la campagne. Parc des expositions-Tours.

Lundi 14 et mardi 15 décembre

Présence de la délégation du Parti socialiste français, avec Martine Aubry à Copenhague.

Laboratoire des idées

Les Entretiens de Solférino

INVITATION

Laurence DUMONT, Secrétaire Nationale à la Formation,
Emmanuel MAUREL, Secrétaire National aux Universités Permanente et d'Été
et Christian PAUL, Président du Laboratoire des idées

ont le plaisir de vous inviter le

mercredi 16 décembre 2009
à 18h30
en salle Marie-Thérèse Eyquem, à Solférino
10 rue de Solférino, Paris 7

à débattre sur le thème :

« Où en est le débat sur les classes sociales ? »

Participeront à ce débat :

Isabelle COUTANT
Sociologue
Co-auteure de « La France des « petits moyens ». Sociologie de la banlieue pavillonnaire »
(La Découverte, 2008)

Gaël BRUSTIER
Politologue
Co-auteur de « Recherche le peuple désespérément »
(Bourin Editeur, 2009)

Stéphane ROZES
Politologue
Enseignant à Sciences-po et HEC

Olivier SCHWARTZ (sous réserve)
Sociologue
Membre du Centre de Recherche sur les Liens Sociaux (CERLIS)

Le débat sera animé par **Camille PEUGNY**
Sociologue, auteur de « Le déclassement » (Grasset, 2009)

Inscription obligatoire auprès de Christine
E-mail : formation@parti-socialiste.fr / ☎: 01 45 56 76 13

L'hebdo des socialistes • 10, rue de Solférino 75333 Paris Cedex 07 • Tél. : 01 45 56 78 61 • Fax : 01 45 56 76 83
(Pour obtenir vos correspondants, composez d'abord le 01 45 56 ou écrire à : redaction@parti-socialiste.fr) Directrice de la publication : Laurence Girard
• Directeur de la rédaction : Benoît Hamon • Rédactrice en chef : Ariane Gil (78.61) • Rédaction : Bruno Tranchant (77.33). Ariane Vincent (76.20), Fanny Costes (76.32). • Secrétaire de rédaction : Stéphanie Platat (76.27) • Maquette : Florence Rousselot (78.92) et Florent Chagnon (77.16)
• Photo : Philippe Grangeaud (76.00) • Secrétariat : Odile Fée (78.61) • Comptabilité : Michèle Boucher (79.04) • abonnement : Sabine Sebah (78-57)
• Flashage et Impression : PGE (94) Saint-Mandé • Routage : Inter Routage - 93300 Aubervilliers. N° commission paritaire : 0114 P 11 223)
• ISSN : 12786772 "L'hebdo des socialistes" est édité par Solfé Communications. Ce numéro a été tiré à 205 000 exemplaires.

Les Français nous ont dit l'essentiel



Christian Paul
Président du Laboratoire des idées

Étape après étape, nos rencontres ont confirmé qu'un projet pour la France se nourrit d'abord des valeurs, et non des peurs, qu'il s'enrichit des dialogues sincères et directs, et non des débats manipulés.

Les Français ne nous ont pas révélé une nation fissurée ou une crise identitaire. Ils nous ont raconté une France qui veut dépasser les blocages et les inégalités, une France inquiète d'un modèle social abimé et d'une démocratie confisquée. Une France qui partage l'angoisse de sa jeunesse. Une France qui s'appuie sur les mêmes principes qui la guidèrent à chaque moment où notre pays dut trouver en lui-même la force d'agir pour changer la société. Le message de Rennes s'adresse à une France qui assume d'autant mieux toute son histoire qu'elle n'en fait pas un « roman national » artificiel. À une République, qui assure d'autant mieux son unité qu'elle apprend enfin ses diversités, et leur donne toute leur valeur, dans l'hexagone et dans les outre-mers. À une nation qui retrouve un récit universel, utile à l'Europe et au-delà, seulement quand elle sait refuser la fermeture ou l'exclusion. À un pays qui ne manque pas d'atouts, pour réussir les mutations nécessaires, si nous savons lui redonner des repères et une visibilité sur le monde qui vient.

S'il y a un plébiscite de tous les jours, c'est bien celui qui exprime d'abord la volonté de retrouver les chemins du progrès, de construire de façon démocratique un avenir qui rassemble tous les citoyens. Ceux que nous avons rencontrés demandent de la politique, et souhaitent ardemment que les socialistes reprennent l'initiative.

Pour le Parti socialiste en mouvement, replacer les Français, leurs valeurs, leurs attentes au cœur de notre travail politique, voilà la première marche franchie !

sommaire

Actualités Europe
Bilan du congrès du PSE à Prague p.6 à 7
Tour de France du projet
La France telle que l'aiment les Français p.8 à 13
Discours de Martine Aubry
Régionales
Le PS en Rhône-Alpes p.14 à 17
L'action socialiste en Pays de la Loire p.18 à 21
Actualités du Parti
La nouvelle communication p. 22 à 23
Histoire
Les projets socialistes p.24 à 25

L'équipe de l'Hebdo des socialistes vous souhaite de bonnes fêtes de fin d'année !

Le chiffre

134,3

Fin octobre, le déficit budgétaire de la France a plus que doublé par rapport à octobre 2008. Il atteint ainsi 134,8 milliards d'euros. Un chiffre d'autant plus important qu'il a été creusé par les mesures du plan de relance gouvernemental, lequel n'a pas aidé à redresser la situation.

Sommet de Copenhague

Relocaliser les productions agricoles



Germinal Peiro

Alors que le sommet de Copenhague s'est ouvert le 7 décembre devant 1 200 délégués de 192 pays, Germinal Peiro, secrétaire national du PS à l'Agriculture, la ruralité et la mer, estime qu'une « politique de relocalisation des productions agricoles peut être la solution pour, à la fois, rémunérer correctement le travail des agriculteurs et nourrir toutes les populations. La relocalisation nous permettra de répondre à la crise environnementale, ajoute-t-il, car pour protéger notre planète, il faut, dès maintenant, limiter les transports inutiles et éviter de faire parcourir des milliers de kilomètres à des productions qui peuvent être assurées localement. Sur les six milliards d'êtres humains, 2,5 milliards sont des paysans et pratiquement un milliard souffrent de malnutrition. Il y a donc un exode rural massif vers les villes et les côtes qui engendre des déséquilibres sociaux, sanitaires, environnementaux quasi insurmontables. Alors oui, si personne n'a pu imposer des critères sociaux dans les échanges mondiaux, peut être que l'urgence environnementale, la crise alimentaire et le nécessaire équilibre des territoires imposeront une nouvelle régulation qui pourrait commencer par la relocalisation des productions agricoles ».

Union européenne

Nouveaux sièges

Suite à la ratification par l'ensemble des pays de l'UE du Traité de Lisbonne, la France dispose de deux sièges d'eurodéputés supplémentaires. Le Premier ministre François Fillon a demandé que l'Assemblée nationale désigne ces deux députés qui siègeraient au Parlement européen, tout en restant députés à l'Assemblée nationale. Le PS conteste cette proposition. Car, selon le Conseil européen de juin 2009, la France dispose de trois possibilités pour désigner les nouveaux députés :
« Soit par une élection ad hoc, soit par référence aux résultats des élections européennes de juin 2009, soit par désignation par leur Parlement national, en son sein, du nombre de députés requis ». Pour le PS, les deux nouveaux sièges de députés européens doivent être affectés sur la base des élections européennes de juin 2009, dans le respect de la démographie et de la démocratie.

Éducation

L'histoire n'est pas une option

Dans le projet de réforme des lycées, le ministre de l'Éducation nationale, Luc Chatel, prévoit de rendre optionnel l'enseignement de l'Histoire-Géographie pour les terminales scientifiques. « L'UMP se gargarise de déclarations sur l'identité nationale. Dans le même temps, elle s'apprête à priver la moitié des bacheliers généraux de cours qui leur donnent les clefs indispensables pour appréhender notre histoire collective. Aimer la France, c'est accepter de regarder son histoire en face. Et pour cela, il faut la connaître », s'insurge le PS.

Page réalisée par Fanny Costes



L'image de la semaine **Les jeunes Iraniens sous silence**

L'Iran s'enfonce encore plus dans la répression. Le 7 décembre, à l'occasion de la Journée de l'étudiant qui commémore l'assassinat de trois jeunes tués par la police du Shah lors d'une manifestation anti-américaine en 1953, les protestations ont été violemment réprimées. Les forces de l'ordre auraient même tiré sur la foule. Le pouvoir avait d'ailleurs tout prévu pour éviter la contestation. Car au-delà de la commémoration, les étudiants iraniens manifestaient également contre la réélection d'Ahmadinejad en juin dernier. Les miliciens islamiques, appelés Bassidji, et les forces de l'ordre ont été mobilisés pour les faire taire. La couverture de l'événement par les médias était également interdite.

Les vœux du président

Le Parti socialiste européen (PSE) tenait son congrès à Prague les 7 et 8 décembre derniers. Poul Nyrup Rasmussen a été réélu président.



Poul Nyrup Rasmussen entouré des représentants des partis socialistes européens

« Nous pouvons être fier de notre Parti. Le Parti socialiste européen a vraiment pris une nouvelle dimension ces dernières années ». Réélu à la tête du PSE avec 99,6% des voix, Poul Nyrup Rasmussen ouvrait à Prague, mardi dernier le 8è congrès du PSE.

Tout un symbole dans une ville chargée d'histoire : c'est d'ailleurs la première fois qu'un congrès du PSE se tenait dans un des nouveaux pays membres.

Pendant deux jours, les congressistes ont eu la possibilité de débattre de l'état actuel de la social-démocratie européenne. Le congrès était également placé sous le signe du « sans carbone » pour faire écho au sommet de Copenhague (tee-shirt en coton bio pour les militants, transports en commun pour les congressistes).

Les intervenants aux différentes tables rondes ont rappelé la détermination des socialistes dans la lutte contre le réchauffement climatique. « Restez fermes sur les objectifs ambitieux des socialistes. Nous pouvons montrer que nous avons des réponses face à la crise environnementale» a demandé Poul Nyrup Rasmussen.

La crise économique et la nécessité de refonder un nouvel ordre mondial étaient bien sûr au coeur des débats. Martine Aubry a appelé à « un PSE plus fort, capable de mieux porter nos valeurs face aux dérives du capitalisme financier. Il faut placer l'économie avant la finance, la coopération avant la compétition, le bien-être avant le tout-avoir »

« Il faut européaniser nos succès et internationaliser nos solutions » a déclaré Sigmar Gabriel, nouveau responsable du SPD. Poul Nyrup Rasmussen a demandé à ce que les partis membres du PSE travaillent tous ensemble à « l'élaboration d'un agenda progressiste européen ».

Philip Cordery, réélu secrétaire général du PSE, a tenu à rappeler la qualité du travail accompli par le PSE depuis le dernier congrès. Le parti est devenu

plus visible et de l'avis de tous, l'adoption du Manifesto, programme commun des partis membres du PSE, lors des dernières élections européennes, a été un signal fort qui devra être renouvelé.
Les résultats de ces élections ont, malgré tout, été décevants. Les propositions du Manifesto ont été masquées par l'absence de consensus autour d'un candidat commun pour la présidence de la Commission.
« Il est fondamental d'avoir un Parti socialiste européen fort. Un PSE faible a aussi des conséquences négatives au niveau des résultats des partis nationaux » a insisté Poul Nyrup Rasmussen. Longuement applaudi, il a expliqué qu'une déclaration de principe, un pacte unitaire sera élaboré d'ici deux ans afin de mieux définir et de mieux affirmer l'identité du PSE. Poul Nyrup Rasmussen a conclu le congrès par un remerciement aux militants :
« Nous avons un réseau militant de 20 000 activistes PSE. Ils sont l'âme du parti. Je forme le vœu que celui-ci se développe et notre objectif doit être d'atteindre les 50 000 activistes PSE d'ici notre prochain congrès ».

Pages réalisées par Damien Hentry

Le résumé et les vidéos de l'ensemble des débats sont accessibles sur http://www.pes.org/fr/blogs/blog-du-pse

Deux résolutions

Le PSE a adopté deux résolutions lors de ce congrès. La première définit les priorités stratégiques du Parti pour l'Union européenne, notamment d'assurer un vrai plan de relance et un nouveau modèle de développement durable et socialement juste, d'achever la réforme fondamentale des marchés financiers ou encore de promouvoir des systèmes de welfare forts, justes et effectifs dans le monde globalisé. Organiser donc une nouvelle Europe sociale. La deuxième résolution porte sur les évolutions du mode de fonctionnement du PSE pour renforcer son action, en développant, par exemple, sa vision des sociétés progressistes dans le XXI[e] siècle, en luttant contre l'abstention, ou encore en mettant en avant une plateforme commune. Ces documents devraient prochainement être accessibles sur le site du PSE. www.pse.fr

Björn Hacker, activiste

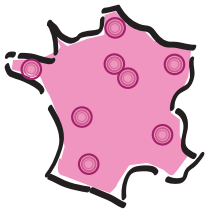


Björn Hacker a 29 ans et fait partie du réseau des PSE-activist allemands. À Prague, il faisait partie des 28 membres de la délégation allemande. « Avec mes camarades de la fédération de Berlin, nous avons fait une contribution pour participer aux débats. Nous sommes notamment attachés aux questions sociales, à la question du pacte de stabilité. J'ai été désigné pour défendre nos amendements à Prague ». Björn a étudié deux ans en France et a pu mettre à profit cette expérience dans l'optique du congrès : « Nous avons travaillé avec la commission Europe de la fédération de Paris: ils ont validé nos amendements dans leur contribution et j'ai défendu les leurs à Prague ». Une vraie démarche de militant européen.

Devenir activiste

Chaque militant d'un parti membre du PSE est considéré comme un militant du PSE. Mais, depuis trois ans, il est possible d'adhérer directement au PSE afin d'obtenir un statut d'activiste PSE. L'inscription est gratuite et se fait en quelques clics sur Internet. Les activistes PSE sont à la pointe du militantisme européen. Ils sont pour la plupart organisés en groupes locaux, dits « citygroups ». Le PSE organise, dans différents pays, de nombreuses rencontres ouvertes aux activistes (Madrid, Dublin, Vienne...) et, depuis maintenant quelques années, ces derniers vont aider leurs camarades d'autres pays lors des campagnes électorales locales et nationales. Une expérience enrichissante politiquement et humainement.

Pour en savoir plus et s'inscrire :
http://www.pes.org/fr/militants-du-pse



Notre France



Rennes, le 2 décembre

Huit étapes pour mieux cerner les attentes des Français et redessiner avec eux la France telle qu'ils l'aimeraient. Martine Aubry a clos le Tour de France du projet socialiste à Rennes le 2 décembre. Dans son discours de synthèse (dont nous publions ici les extraits), la Première secrétaire revient sur les inquiétudes mais aussi les espérances des Français qu'elle a écoutés de Tourcoing à Auch en passant par Nancy, Grenoble ou La Seyne sur Mer.

«Chers amis,

Les participants à ce Tour de France organisé par le Parti Socialiste sont venus parler de l'identité de la France avec ceux qui la font vivre, qui la construisent et qui la transforment.



Je le dis ici avec solennité et même gravité : l'identité de la France est un joyau trop précieux pour être soumis aux aléas des joutes électorales et aux vivats d'une propagande gouvernementale. Liberté, égalité, fraternité, laïcité, changer les mots en actes, voilà le grand défi.

Être français, c'est d'abord et surtout partager des valeurs, être un citoyen avec des droits et des devoirs, et vouloir construire ensemble un avenir commun.

La France est un pays qui s'apprend plus qu'il ne s'hérite. Parce qu'être Français c'est d'abord et surtout partager des valeurs.

La France, ce sont les droits de l'homme et du citoyen, qui portent un message de respect et de tolérance.

La France, c'est l'égalité et le modèle social qui la portent : égalité par l'école publique, égalité par la protection sociale, égalité par la redistribution. C'est un système de santé parmi les meilleurs au monde, une assurance-chômage pour tous, une retraite qui doit être décente. La France est un pays où personne ne doit être laissé sur le côté de la route.

La France, ce sont des services publics, la puissance publique au service de l'intérêt général.

La France, c'est le droit du sol, qui fait que toute personne qui naît et grandit en France est française. C'est une France accueillante et ouverte. Jules Ferry le disait avec force dans son discours d'Épinal en 1887 : « Au lieu de fermer la République, il faut l'ouvrir, l'ouvrir à tous les hommes de bonne volonté ! ». Dans le même texte, il regrettait ce « patriotisme haineux et bruyant, qui ne fait pas œuvre d'union et d'apaisement, mais qui semble avoir pris pour programme de diviser et d'exciter les citoyens les uns contre les autres. » À plus d'un siècle de distance, cette phrase garde toute son actualité.

La France, c'est la laïcité, qui accueille toutes les religions pourvu qu'elles restent du domaine privé et qu'elles respectent le socle de nos valeurs communes. Comme disait Jaurès, à Castres en 1904 « Démocratie et laïcité sont deux termes identiques ». Il ajoutait : « Pas plus que le moine ou le prêtre ne sont admis à se substituer aux officiers de l'état civil dans la tenue des registres [..], pas plus ils ne peuvent, dans l'accomplissement du

devoir social d'éducation, se substituer aux délégués civils de la nation, représentants de la démocratie laïque. » C'est au nom de cette conception de la laïcité que nous avons été choqués par les propos du président de la République à Latran selon lesquels « L'instituteur ne pourra jamais remplacer le curé ou le pasteur parce qu'il lui manquera toujours le sacrifice de sa vie ». De même, nous considérons que la République n'a pas à demander à des imams d'éteindre les incendies des banlieues, comme ce fut le cas au moment des violences urbaines de 2005. C'est à la République d'assurer l'ordre, non aux religieux. C'est cela la laïcité. On voudrait aujourd'hui la qualifier de positive. Nous récusons le terme, car qualifier la laïcité de positive, c'est déjà commencer à la disqualifier.

Être Français, c'est pour nous être européens. Il n'y a pas de continent où le dépassement des égoïsmes nationaux a été aussi fort. Ni d'autre continent où l'identité de chaque nation nourrit et enrichit celle de tous les autres. Nous disons cela parce que nous aimons la France : l'Europe est notre avenir. Une Europe volontaire et solidaire, accueillante et innovante.

Notre histoire

Aimer la France, c'est accepter de regarder son histoire en face. Comme toutes les histoires, elle est riche. Elle a ses jours de gloire comme ses parts d'ombre.

Notre histoire a connu l'esclavage, la colonisation, l'ordre moral, le renoncement de 1940, la collaboration. Se souvenir de ces taches noires de notre mémoire, c'est d'abord être capables de mieux construire l'avenir. C'est nous rendre plus forts. Nous n'avons pas à craindre cet exercice de vérité avec nous-mêmes. Car nous retrouverons aussi dans notre passé l'énergie et la volonté des grands combats qui ont construit notre nation et façonné notre identité.

Je pense bien sûr aux combats de la Révolution pour la liberté et la démocratie. Comme le dit admirablement Ferdinand Buisson, le fondateur de la Ligue des Droits de l'Homme : « C'est parce qu'elle est la France de 1789, le pays d'où est parti cet appel, impossible à étouffer, appel à la liberté, à la justice et à la raison, appel à l'égalité, à la fraternité, c'est parce que la France a fait cela, que nous l'aimons. [..] Un Français n'est pas seulement un homme né en France, c'est un homme né de la France qui a l'esprit formé à son esprit, qui a appris d'elle à regarder toujours plus haut, à vouloir tou-





jours plus de lumière, toujours plus de raison, toujours plus de fraternité. »
Je pense aux combats ouvriers du XIXe et du XXe siècle. Ils ont permis l'émancipation des ouvriers et des travailleurs. Ils ont ouvert la voie à un droit du travail et à la protection sociale. Je pense aux combats féministes pour l'égalité des droits, à la Résistance, fondatrice de la France moderne. Je pense aux combats pour la décolonisation, dont les traces sont encore douloureuses dans la société française et dans toute l'Afrique. Je pense aux combats pour la reconnaissance des droits des étrangers, qui se prolongent aujourd'hui avec les militants de RESF et les grèves des travailleurs sans papiers, et aux combats contre les discriminations de toutes sortes, qu'elles soient liées aux handicaps, au genre, à l'origine ou à l'orientation sexuelle.
À travers ces combats, se sont forgées des valeurs qui constituent le cœur et la possibilité de notre vivre ensemble.

Une femme m'a émue au cours des dernières semaines et je veux lui rendre hommage devant vous. Depuis Berlin où elle a choisi de vivre, elle nous dit que la France où l'on poursuit les enfants jusque dans leur école n'est pas, n'est plus, la France. Elle a dit sa révolte. Elle persiste et signe malgré les intimidations de la droite la plus dure qui lui assigne un grotesque « devoir de réserve ». Cette femme, c'est Marie NDiaye. C'est l'une des plus grandes écrivaines françaises. Sa langue est superbe et parle de notre résistance à la détresse. Je le redis ce soir, ne touchez pas à Marie NDiaye. Ne touchez pas aux hommes et aux femmes de culture.

La France que nous aimons, c'est la France où Marie NDiaye aurait envie de revenir vivre. C'est aussi une France qui s'assume pleinement comme la nation métissée qu'elle est aujourd'hui.

France métissée

À partir de la fin du XIXe siècle, notre pays est devenu une grande terre d'immigration. Nous retrouvons aujourd'hui cette diversité dans les patronymes. Italiens, Belges, Espagnols, Russes, Arméniens, Allemands ou Polonais sont venus s'installer en France pour travailler dans les mines et les usines. À partir des années 1960, c'est le tour de l'immigration marocaine, tunisienne et algérienne, suivie de peu par les populations d'Afrique noire. Tous donnent à la France son visage d'aujourd'hui. Les principaux obstacles à l'intégration ne sont pas de nature culturelle. Ce





sont les discriminations économiques et sociales, les échecs urbanistiques, les villes-ghettos, ou ce qui reste de racisme dans notre pays.
Pour construire une identité commune, on ne commence pas par dire « la France, tu l'aimes ou tu la quittes ». On ne crée pas un ministère de l'Identité Nationale et de l'Immigration. La France qu'on aime est celle qui dit : « La France, tu l'aimes, donc tu la construis avec nous ». Il faut faire aimer la France.
Certains prétendent que la gauche aurait un problème avec la nation. C'est un classique d'une certaine droite que d'essayer d'exclure la gauche de l'identité collective en l'accusant de mal servir notre pays. Disons-le clairement : si la nation n'appartient pas à la gauche, dans notre pays, la nation est née par la gauche et par les opposants à l'ordre établi, à l'Assemblée Constituante. Elle est née d'un projet politique : le projet de l'émancipation de l'homme, le projet de la liberté démocratique, le projet de l'égalité citoyenne. Ce projet reste actuel, il est en construction permanente et il peut être partagé par beaucoup.

Urgences françaises

Le problème de la France n'est pas tant une panne d'identité qu'un présent difficile et une absence d'avenir. Je voudrais me faire le porte-parole des milliers d'hommes et de femmes rencontrés dans ce Tour de France en évoquant trois urgences absolues.
La première urgence concerne l'emploi et le pouvoir d'achat. La crise sociale est bien là et, malheureusement, encore largement devant nous. On annonce 500 000 chômeurs de plus dans les mois qui viennent ! Les socialistes proposent quatre mesures simples : un remboursement de TVA de 200 euros à 16 millions de ménages pour relancer la consommation ; l'allongement de six mois des durées d'indemnisation du chômage et de chômage partiel pour accompagner les victimes de la crise ; la création immédiate de 150 000 emplois jeunes, les premiers touchés par la crise, et des moyens pour les collectivités locales qui réalisent les trois quart des investissements publics.
Ces mesures peuvent être financées par la suppression de la baisse de la TVA dans la restauration qui n'a eu aucun impact, par une augmentation de 10% l'impôt sur les sociétés des banques, par la suppression de la subvention absurde aux heures supplémentaires, par le remboursement des dettes de l'État aux collectivités locales.
La deuxième urgence, c'est le logement. La crise a mis des centaines de milliers d'hommes et de femmes dans la situation de ne plus pouvoir assumer leur loyer ou les





charges de remboursement. Le logement est le premier poste budgétaire dans la consommation des ménages modestes, il représente jusqu'à 50 % du budget dans certains cas.
Je veux aujourd'hui faire deux propositions simples : un plan massif de construction de logements et le gel des loyers pour cinq ans. Entre les locataires et les propriétaires, le balancier a franchi les limites du raisonnable. Il faut retrouver un équilibre. Et s'attaquer à la question de la précarité énergétique qui touche désormais une proportion préoccupante de la population.
La troisième urgence consiste à mettre fin aux rémunérations excessives et aux avantages fiscaux indus. Les députés socialistes ont déposé des propositions de loi justes : l'abrogation du bouclier fiscal, la limitation des bonus à la part fixe du salaire, la suppression des stock-options supprimées sauf pour les PME naissantes. Ils ont également proposé que les plus hautes rémunérations ne dépassent pas dix fois les plus faibles dans les entreprises aidées par l'État, et soient encadrées dans les autres.

Notre nouvelle donne

Nos compatriotes veulent des solutions concrètes et immédiates à leurs problèmes. Ils attendent de nous une vision de la société, un projet, une perspective de progrès. Ils demandent : vous revenez au pouvoir en 2012, que ferez-vous ? Où voulez-vous conduire notre pays ? C'est une nouvelle donne que nous devrons proposer.
Le bonheur d'une société ne se résume pas à l'accumulation de biens matériels, même si chacun doit pouvoir bénéficier de l'essentiel pour vivre.
Le bonheur, c'est de ne pas être obligé de travailler le dimanche. Sur une semaine, il y a six jours pour avoir, pour acheter, nous voulons garder un jour pour être, du temps pour soi, pour sa famille, pour les autres.
Le bonheur c'est de vivre dans une société apaisée parce que juste, et donnant sa chance à chacun.
Le bonheur, c'est nouer autour de soi des relations amicales et affectives. C'est aussi partager les grandes émotions que nous apporte la culture. Dans le fond, nous voulons une société qui prend soin de chacun, où chacun prend soin des autres, et ou ensemble nous prenons soin de l'avenir.
C'est cela la France qu'on aime. Nous la ferons avec vous. » ■

Martine Aubry









Les régionales sont le prochain enjeu la vague rose de 2004 qui avait permis Une carte recolorée de rose. Comment Quelles ont été les grandes initiatives Nouvelles étapes dans ce tour des régions :

RHÔNE-ALPES L'EXEMPLAIRE

CONSEIL RÉGIONAL RHÔNE-ALPES





Superficie : 31 399 km²

Départements :
Alpes-de-Haute-Provence (04), Hautes-Alpes (05), Alpes-Maritimes (06), Bouches-du-Rhône (13), Var (83), Vaucluse (84)

Population : 4 702 555 habitants

Densité : 150 hab./km²

Budget 2009

2 396 millions d'euros

- **Éducation, formation, apprentissage : 44%**
- **Transport et développement durable : 25%**
- **Développement économique et emploi : 7%**

Écologiquement responsable avant le Grenelle, participative dans sa prise de décision, Rhône-Alpes, présidée par Jean-Jack Queyranne depuis 2004, est devenue l'exemple d'une région du XXIe siècle.

« Plus peuplée que le Danemark, plus grande que la Suisse », telle est la formule rituelle pour présenter la région Rhône-Alpes. On peut aussi énumérer ses huit départements, ses grandes métropoles, Lyon, Grenoble, Saint-Étienne, son réseau de villes moyennes, ses sept Parcs naturels régionaux, ses massifs montagneux, ses fleuves et ses rivières... Ou choisir une autre entrée : Rhône-Alpes est classée septième région d'Europe pour le niveau de son PIB. Rhône-Alpes est finalement une région à part entière, à qui il ne manque que la mer. Quand Jean-Jack Queyranne est élu président du Conseil régional en 2004, il place son mandat sous le thème de « Rhône-Alpes, région éco-responsable ». Bien avant le Grenelle de l'environnement. « Il fallait que nous soyons exemplaires sur cette question cruciale », explique-t-il. Exemplaire dans les constructions des bâtiments scolaires, exemplaire dans les politiques incitatives aux économies d'énergie, exemplaire tant pour la protection de l'environnement que pour préserver la cohésion sociale.

L'exécutif du Conseil régional a suivi ce fil conducteur en privilégiant le dialogue comme méthode de travail. « Nous voulions que Rhône-Alpes soit une région citoyenne », insiste Jean-Jack Queyranne, candidat à sa

électoral du Parti socialiste. Il s'agit dès à présent de relancer d'emporter 20 des 22 régions françaises. ces régions ont-elles évolué en six ans de présidence socialiste ? sur ces territoires ? Que signifie avoir sa région à gauche ? Rhône-Alpes et Pays de La Loire.



propre succession « que les Rhônalpins s'approprient ce territoire. Je pense que nous avons réussi ». Rhône-Alpes est une multitude de territoires. Cette diversité peut être une force, mais encore fallait-il trouver le lien. La mise en place d'instances de démocratie participative a permis aux Rhônalpins de trouver des lieux d'expression et d'écoute.

Cette volonté de débattre largement des enjeux a aussi guidé les grands choix de la région. Chaque année, une Conférence réunit les parte-

.../

ENVIRONNEMENT

Éco région

En inscrivant le développement durable au cœur de toutes ses politiques, Rhône-Alpes est devenue une région pionnière. Elle a ainsi mené des actions déterminées pour promouvoir les énergies renouvelables et inciter à des économies d'énergie. Les bâtiments construits, ou réhabilités, notamment les lycées, l'ont été avec une double préoccupation : le label HQE, pour Haute qualité environnementale, et le label HQU, Haute qualité d'usage. En 2009, la Région a organisé les Assises nationales du développement durable, révélant les expériences et la vitalité de ses territoires. Création de réserves naturelles régionales, contrats de rivière et plan Rhône, protection des abeilles et des espèces menacées, respect de la biodiversité avec les corridors biologiques, soutien à la filière bois, autant d'actes concrets pour que chaque Rhônalpin s'approprie la défense de son environnement.



naires sociaux pour réfléchir à des actions possibles. Deux ou trois fois par an, les exécutifs des collectivités se réunissent à Charbonnières (siège actuel du Conseil régional). Des «Schémas» ont été mis en place après l'ouverture des débats aux forces vives de la Région. Le Schéma pour l'enseignement supérieur et la recherche en est l'exemple, il a depuis fait école dans d'autres régions.

« Nous avions deux défis à relever, interne et externe, se souvient Jean-Jack Queyranne, Faire en sorte que les formidables potentiels de la région travaillent ensemble et encore mieux projeter Rhône-Alpes à l'international ». Un beau symbole de cette dynamique fut la semaine Rhône-Alpes en Catalogne, en juin 2009. Y ont participé la fine fleur de l'innovation, que ce soit dans la recherche, l'industrie, les services, ou la culture.

Gérer une collectivité de cette dimension n'a pourtant pas toujours été un long fleuve tranquille. Ainsi quand la crise a commencé à frapper les grandes entreprises, comme les PME ou les artisans, il a fallu très vite trouver des réponses. « Nous avons préparé notre plan de soutien en très peu de temps, explique Jean-Jack Queyranne. Notre dialogue permanent avec les partenaires sociaux nous a permis d'être réactifs ».



FORMATION

Pro-jeunes

En investissant plus d'un milliard d'euros dans la réhabilitation et la construction des lycées, le Conseil régional a marqué ses priorités : donner aux équipes éducatives et aux élèves des équipements à la hauteur des enjeux de l'Éducation nationale. La carte M'RA qui permet aux jeunes la gratuité des livres scolaires mais aussi l'accès à la culture et aux activités sportives a été plébiscité : 292 000 jeunes la détiennent. L'apprentissage, qui correspond à une attente des employeurs et des élèves, a été encouragé par des mesures. En concertation avec toutes les parties prenantes, l'exécutif régional a revu entièrement le Plan régional des formations (PRDF) qui est devenu un outil de pilotage permettant à tous les partenaires d'anticiper les nouveaux besoins. Enfin, la Région a adopté la création d'un Service public régional de la formation (SPRF), agissant en complémentarité avec le service public de l'emploi et le service public de l'éducation. Une large concertation a été menée en 2009 pour définir les publics ciblés et les modes de fonctionnement. Rhône-Alpes compte 41 000 apprentis, contre 32 000 en 2004, du CAP aux diplômes d'ingénieurs, du Bac Pro aux Masters.

« Cette crise n'est pas une crise comme les autres, estime le président de région, nous sommes confrontés à une période de profonde mutation. Prenons cette échéance comme une chance ». Jean-Jack Queyranne voit son prochain mandat comme une « nouvelle étape » de ce qui a déjà été réalisé. « Avec l'ensemble des forces de la majorité régionale, nous avons ouvert des possibles, je suis persuadé que nous allons continuer sur cette voie ». Parmi les signes qui lui donnent le sentiment du travail bien fait, un lui tient particulièrement à cœur : à l'initiative du Conseil régional, un appel à projets a été ouvert aux lycées de la région. En quelques mois, cent établissements se sont inscrits dans une démarche « éco-responsable ». ■

ÉCONOMIE



Relance

La première initiative de l'exécutif, en mai 2004, a été de réunir les partenaires sociaux dans le cadre d'une Conférence qui a permis d'établir un Plan régional pour l'économie et l'emploi avec 21 axes d'action. Chaque année, cette conférence a assuré le suivi et l'adaptation des mesures. Trois grands domaines ont été développés. Le premier concernait le soutien à l'économie régionale et sa structuration, via un Schéma régional de développement économique. Le deuxième se concentrait sur la promotion d'une économie de la connaissance pour préparer l'avenir, *via*, dès 2005, la constitution de douze clusters, bien avant les pôles de compétitivité lancés par l'État. Enfin, il a soutenu les Rhônalpins les plus éloignés de l'emploi durable, via le CARED, Contrat d'aide au retour à l'emploi durable : 12 000 contrats ont été signés à la fin 2009. Lorsque la crise a commencé à frapper tous les territoires, la Région a voté un plan de soutien de 138 millions d'Euro, autour de trois axes : soutenir la commande publique, donc les investissements, donc l'emploi ; permettre aux PME de traverser cette mauvaise passe en continuant à innover ; contribuer à la formation de ceux qui sont touchés par le chômage, comme les jeunes. Ce dispositif a d'ailleurs été salué par le quotidien *Les Echos.*





TRANSPORT

Collectif

Dans un contexte marqué par la hausse des énergies fossiles et la nécessaire lutte contre l'effet de serre, la Région a privilégié le transport collectif. Pour le rendre plus attractif, le Conseil régional a amélioré la qualité des TER en offrant aux usagers des trains neufs (100 millions d'euros d'investissement par an), de nouvelles fréquences plus adaptées grâce au cadencement, et des gares modernisées. Avec la carte Ou'RA, l'usager a accès, avec un billet unique, au train et au bus (tramway ou métro) : 100 000 personnes en sont désormais titulaires. Se déplacer en Rhône-Alpes est maintenant 15 à 25 % moins cher. Et la fréquentation des TER a augmenté de 50% en cinq ans. Chaque jour, 135 000 voyageurs utilisent les 1 100 trains et 440 autocars qui circulent dans la région.

Pages réalisées par Ariane Vincent



PAYS DE LA
UNE RÉGION
MULTIPLICAT

Entreprenante et attractive, la Région des Pays de la Loire est parvenue, le temps d'une mandature, à investir massivement pour surmonter la crise. Des grands chantiers pour la formation aux efforts déployés en faveur de l'environnement, Jacques Auxiette et son équipe ont gagné le pari de l'innovation et de la solidarité.

Il y avait longtemps que la gauche attendait ça. Dans un bastion pourtant réputé imprenable, Jacques Auxiette, maire de La Roche-sur-Yon, est parvenu à créer la surprise un jour de mars 2004, en raflant la mise face à François Fillon, alors ministre du gouvernement Raffarin. De tradition catholique et conservatrice, les Pays de la Loire étaient jusqu'alors sous l'emprise de la droite. Rien de bien surprenant à cela, le territoire servit de refuge aux Chouans pendant la Révolution.

Jacques Auxiette n'a toutefois pas eu le temps de savourer sa victoire. L'inquiétude et le désarroi, entretenus tout au long de la campagne, ont imposé au nouveau patron de l'exécutif d'agir dans l'urgence. Rassurer d'abord, rassembler, ensuite. Et surtout, lever l'hypothèque de la précédente mandature, en redonnant à la population locale le goût d'entreprendre.

La recette a eu du bon. La barre des 3,5 millions d'habitants a été dépassée, les Pays de la Loire ont enregistré le taux de fécondité le plus élevé de la métropole. Preuve qu'elle est devenue une région où il fait bon vivre. De la petite enfance à l'éducation, en passant par les transports et le logement, les initiatives ont prospéré en l'espace de six années.

Sérénité

Jacques Auxiette qui briguera un nouveau mandat peut d'ailleurs envisager l'avenir avec sérénité, ses objectifs ont été atteints, voire dépassés. Le bud-

CONSEIL RÉGIONAL PAYS DE LA LOIRE





Superficie : 32 082 km²
Départements :
Loire-Atlantique (44), Maine-et-Loire (49), Mayenne (53), Sarthe (72), Vendée (85)

Population : 3 455 000 habitants
Densité : 108 hab/km²

Budget 2009

1 376 millions d'euros

- **Éducation, formation professionnelle : 38,73%**
- **Transport et développement durable : 22,2%**
- **Action économique et emploi : 7,24%**
- **Formation permanente : 16%**

LOIRE : EN ION



get de la recherche a ainsi plus que doublé depuis 2004. Avec, à la clé, un sérieux coup de pouce accordé aux sciences humaines et sociales, la multiplication des échanges entre chercheurs et entreprises, l'encouragement de « clusters » et la mise en œuvre de projets innovants tels le cyclotron ou technocampus EMC2.

« La Région valorise la recherche académique qui a sa dynamique propre et contribue à l'attractivité du territoire, tout comme la recherche partenariale entre les entreprises et les établissements spécialisés davantage liés aux pôles de compétitivité », résume le Président. Jacques Auxiette entend poursuivre le rapprochement entre recherche publique et privée, entreprises, enseignement supérieur et formation. La réactivation, en 2005, du Comité consultatif de la recherche et du développement technologique (CCRRDT) n'a fait que confirmer une volonté collective d'ancrer le territoire dans l'acquisition des

.../

Santé

Caducée pour tous

Permettre aux usagers d'accéder à une offre complète de soins, où qu'ils se trouvent. À l'heure où le gouvernement marque, chaque jour un peu plus, son désengagement en matière de politiques de santé, Jacques Auxiette et son équipe ont redoublé d'efforts. En 2009, la Région a ainsi affecté 71 millions d'euros à une compétence qui n'est pourtant pas la sienne, pour enrayer le processus de désertification médicale. En effet, le risque de voir se développer, dans les vingt prochaines années, des zones sans médecine en milieux rural et périurbain était bien réel.

La création de maisons de santé dans les zones à risques fut une des solutions trouvées par la Région. Elle figure même au rang des priorités, dans le cadre d'une politique sectorielle inscrite au Contrat de projets État-Région (2007-2013). Elle est basée sur un cahier des charges conçu avec les élus, les instances publiques, comme l'assurance-maladie ou l'Union régionale des médecins libéraux, et les professionnels de santé. Ces maisons de santé doivent, de plus, répondre aux critères de Haute qualité environnementale (HQE). Le tout, dans une limite de 3,5 millions d'euros répartis sur sept ans.



Les régions qu'on aime

savoirs et l'innovation. « Cette instance est une force de concertation et de proposition de projets pour la Région », se plait à souligner Jacques Auxiette.

Les Pays de la Loire comptent, par ailleurs, 480 lycées et CFA qui accueillent 190 000 jeunes. La formation tout au long de la vie est une priorité. 2009 a été marquée par la mise en service, en septembre, du lycée Tabarly, établissement certifié HQE. Ici encore, les efforts ont été revus à la hausse. Dans un contexte marqué par la crise, plusieurs actions ont même été confortées. À commencer par le plan « 6 000 compétences pour l'industrie », la formation professionnelle et l'apprentissage qui vont de pair avec le renforcement du pouvoir d'achat des jeunes : + 2,7 millions d'euros pour la gratuité des formations sanitaires et sociales, + 30 % pour la rémunération des stagiaires et les aides transport hébergement des entreprises.

Innovation

« Ces jeunes, que certains nous présentent volontiers comme une classe dangereuse, nous considérons, au contraire, qu'ils sont prompts à s'engager et à agir en citoyens responsables, renchérit Jacques Auxiette. Nous avons mis en place des programmes d'actions éducatives, sur la presse, l'Europe ou, dernièrement, les femmes en résistances ». Pour l'année scolaire 2008-2009, plus de 28 000 élèves, lycéens et apprentis, ont pu, avec leurs professeurs, profiter de ce dispositif ». Mais l'axe fort de la politique régionale porte, pour l'essentiel, sur le développement durable, indissociable de l'économie. En témoigne, l'inauguration, fin septembre, à



Éducation

Le lycée vert

Depuis la rentrée, plusieurs centaines d'élèves ont franchi les portes du lycée professionnel Éric Tabarly. Certifié HQE, cet établissement flambant neuf comprend un site d'hébergement organisé en lieux de vie. Il distribue quotidiennement 460 repas et comporte un atelier parfaitement adapté à l'apprentissage des métiers de la plaisance. Les jeunes élèves y trouvent des réponses en cohérence avec les bassins d'emplois du secteur, car l'établissement conjugue des formations initiales, sous statut - scolaire, ou par apprentissage, et formation continue. « La notion de formation tout au long de la vie prend ici un sens concret », explique Jacques Auxiette. Coût de l'opération : 34,15 millions d'euros, intégralement pris en charge par la Région. L'ensemble a été conçu pour accueillir des manifestations, les travailleurs saisonniers, des stagiaires, des associations et des séminaires. Construit en six mois par une cinquantaine d'entreprises, c'est un bâtiment ultraperformant sur le plan thermique (55 kW/an/m³ contre 140 kW/an/m³ en moyenne pour les autres lycées), de quoi réduire significativement la facture énergétique. Avec, en prime des capteurs solaires, pour l'eau chaude, des capteurs photovoltaïques et une éolienne pour produire de l'électricité, la récupération des eaux usées et une gestion automatisée de l'éclairage artificiel.

Nantes, du Centre de recherche technologique Technocampus EMC2, dédié à l'ensemble de la filière composite, de la conception à l'industrialisation des pièces. Grands groupes industriels, PME-PMI et laboratoires sont de la partie. « C'est la réalisation la plus visible de notre engagement, confortant la culture industrielle de notre région et l'ancrage de nos productions », se félicite Jacques Auxiette. Avant d'insister sur la volonté de son équipe de soutenir l'économie locale, chiffres à l'appui : pour 2009, le budget d'investissement s'élève ainsi à 573 millions d'euros.

Autre priorité : la mise en œuvre d'un plan anti-crise pour les salariés en difficulté, les entreprises dont le carnet de commande est à la baisse, et pour l'investissement. « Pour chacun des points évoqués, j'ai souhaité que la Région aille au-delà du renforcement de mesures traditionnelles, précise l'élu. C'est, par exemple, le cas lorsque nous décidons de participer à la prise charge du chômage partiel ou de lancer un appel à l'épargne régionale pour créer un fonds d'intervention au service des causes les plus urgentes de l'économie locale. C'est encore le cas avec le lancement de plateformes régionales d'innovation qui conduiront des entreprises de pointe, des chercheurs, mais aussi des Centres de formation des apprentis (CFA) ou des lycées, à travailler ensemble pour préparer les activités et les emplois de demain ».

Solidarité

L'important était de fixer l'emploi durablement sur le territoire. D'où le doublement à 10 millions d'euros du fonds de garantie Région-Oséo, parallèlement des actions nouvelles ont été menées dans les domaines de l'éco-construction, des énergies renouvelables et du design. La Région se dit déjà prête à consacrer 10 milliards d'euros aux projets d'infrastructure et de développement des transports collectifs pour les 25 prochaines années, dont 6 milliards au seul profit du secteur ferroviaire.

« On fermait des lignes. Aujourd'hui, on en rouvre ! », déclare Jacques Auxiette. Allusion claire au désengagement de l'État qui supprime des lignes dont la fréquentation est pourtant en hausse...

De l'accès au numérique aux projets de territoires, rien n'a été laissé au hasard. Et surtout pas le rôle des puissances publiques que l'élu socialiste a su mettre au cœur de son action. « Pas seulement pour réparer les dégâts, mais bien aussi pour organiser les rapports entre les acteurs, aider les créateurs et les entrepreneurs, et garantir les indispensables solidarités ». Plus qu'un simple souhait, une volonté politique clairement affichée. ■



Économie

Emprunt régional

Une véritable première.

Depuis la rentrée, la Région des Pays de la Loire a lancé un emprunt grandeur nature en direction des particuliers. Économiquement attractive, 4 % sur six ans, cette opération est un placement sûr et transparent, en opposition aux mouvements spéculatifs qui font fi de l'économie réelle. « L'objectif est de récolter prioritairement auprès des particuliers, avec l'apport complémentaire d'intervenants institutionnels, les moyens de mettre en œuvre dans les meilleures conditions le plan anti-crise de la Région », définit Jacques Auxiette. En 2009, 80 millions d'euros ont déjà été investis. Cinquante millions d'euros ont été affectés à l'accélération de l'investissement dans les lycées, CFA et autres établissements d'enseignement supérieur et de recherche, ils sont également venus soutenir les travaux menés par les particuliers. Vingt millions d'euros ont permis la mise en œuvre des P2RI, des nouveaux prêts-relais de trésorerie alloués aux entreprises subissant des difficultés liées à la crise. Dix millions d'euros ont accompagné les investissements des collectivités.

Pages réalisées par Bruno Tranchant

Janvier 2010 : de nouveaux outils pour



Une nouvelle formule pour l'Hebdo, des envois thématiques réguliers à tous les adhérents

Dès la rentrée, et pendant tout le mois de janvier, vous recevrez la nouvelle formule de l'Hebdo.
Recentrée sur la vie du PS, les prises de position des instances et des Secrétaires nationaux, la nouvelle formule veut avant tout être une « boîte à outils » pour les militants : elle contiendra ainsi des argumentaires décryptant les prises de position de la droite, des éléments de riposte, et, régulièrement, des tracts à reproduire.
Dès janvier également, nous vous inviterons à nous faire savoir si vous souhaitez continuer de recevoir l'Hebdo par la Poste. À partir de février, la formule d'envoi par mail de l'Hebdo sera la norme, sauf bien sûr pour ceux d'entre vous qui auront exprimé le souhait inverse : il s'agit pour le PS de s'appliquer à lui-même les principes de sobriété environnementale en limitant autant que possible la production de papier dès lors qu'une alternative existe.

Les documents édités par le PS sont nombreux et de qualité. Citons La Revue socialiste, Les Cahiers de formation, les diverses publications des secteurs, les Notes du Laboratoire des idées… autant de supports d'information ou de formation qui sont trop peu diffusés aux adhérents. Certains de ces supports, de même que les parutions plus exceptionnelles (dernier exemple en date, le livret « menace sur la démocratie locale »), seront adressés par voie postale à l'ensemble des militants pour mieux partager et faire partager nos arguments et nos propositions.



Un nouveau site internet pour le PS, plus lisible et attractif pour les internautes

Entièrement repensé, le nouveau site vise à clarifier le message du PS et à rendre plus facilement accessible aux visiteurs une grande

mieux communiquer !

quantité d'informations très diverses. Une présentation aérée, une place considérablement accrue pour le multimedia (textes avec des liens, sons, images, vidéos...) permettront une meilleure mise en valeur de la position du PS à un instant donné ou sur un thème, la mise en lumière du travail mené par tous.



La Coopol, une Coopérative politique en ligne

Annoncée par Martine Aubry à La Rochelle, la Coopol (la Coopérative politique) est un réseau d'action et d'organisation politique sur Internet destiné à faciliter l'action et le travail militant sur le terrain. La Coopol s'inspire en parti des outils d'organisations numériques utilisés aux Etats-Unis pendant la campagne Obama.

La Coopol est un outil d'organisation.
Pour les sections, la possibilité de gérer plus facilement les listes d'adhérents, de sympathisants, les listes de discussions et de diffusion, l'invitation à des événements à partir d'un tableau de bord unique. Il s'agit d'impliquer plus largement les adhérents et sympathisants dans notre action sur le terrain.

La Coopol est un outil de débat.
Elle offre la possibilité de créer des groupes pour agir ou débattre : co-production de documents, partage d'informations, listes... Il sera possible d'impliquer davantage dans les débats des militants ou des sympathisants isolés ou membres de sections trop petites pour organiser un travail de commission sur tous les sujets, et de les mettre en réseau.

Accessible de manière différenciée selon qu'on est adhérent au PS ou sympathisant, la Coopol est soumise à une charte qui précise ses conditions de fonctionnement. Elle permet à chacun de choisir son degré de visibilité. Une équipe nationale de « coopilotes » travaille actuellement, en lien avec les fédérations, au déploiement de la Coopol dans les sections. L'Alsace, la Franche-Comté, l'Ile-de-France, la Picardie, le Nord-Pas-de-Calais, et Rhône-Alpes sont les régions où la Coopol est d'ores et déjà en cours de déploiement.
En janvier, le réseau sera ouvert aux sympathisants, adossé à la réalité militante de notre parti. La Coopol s'appuie sur les forces du PS, sa présence territoriale, sa tradition militante et l'équipe de moyens d'organisation supplémentaires.

Le projet socialiste en perspective

Au fil des élections présidentielles, les projets socialistes ont emprunté à différents registres. Alain Bergounioux, historien et conseiller auprès de la Première secrétaire, analyse cette ambition socialiste de combattre l'idéologie libérale, au profit d'une transformation radicale de la société.



Alain Bergounioux

L'idéal de « rupture » avec l'idéologie capitaliste est-il présent dans les projets socialistes dès 1980 ?

Alain Bergounioux : Oui. Le texte de 1980 reprend la structure du programme de 1972, « Changer la vie », pour les propositions. Mais son originalité est de mener un double combat idéologique contre la société du « libéralisme avancé », défendue par Giscard et la « deuxième gauche », accusée de céder le pas à l'idéologie libérale. La première partie, « Comprendre », revêt donc une grande importance. Elle reprend les termes du Congrès de Metz marqué par la confrontation idéologique, stratégique et personnelle entre François Mitterrand et Michel Rocard. Ce texte est structuré par une analyse marxiste de « la crise du capitalisme » dont la baisse du taux de profit entraîne la généralisation du chômage pour peser sur les salaires, la fermeture des capacités de production, la recherche d'espaces nouveaux, l'utilisation des technologies de l'information et de la communication… L'ambition d'une « transformation socialiste de la société » doit passer alors par une « rupture avec le capitalisme ».

Le cas de figure de 1988 est totalement différent…

A B : La première cohabitation, menée de main de maître par François Mitterrand, alors que la droite mettait en œuvre une politique libérale inspirée de l'Angleterre thatchérienne, l'a rapidement replacé en position favorable. Le Projet que le Parti élabore alors s'intitule « Propositions pour la France », il est empreint de la volonté de tirer les leçons de la période écoulée. La notion de « nouvel équilibre » en est l'idée directrice. Face au libéralisme, il entend faire naître de nouveaux équilibres dans une société composite, organiser des relations nouvelles entre individus et État, libertés et institutions, initiative privée et intervention publique.

La situation du début des années 1990 est plus confuse. Comment expliquez-vous cette évolution ?

A B : Sous le titre « Nouvel Horizon », le Projet se fixe alors pour objectif de renouveler la pensée d'un parti de gouvernement après l'effondrement du communisme et au moment où la mondialisation s'impose. Pour ce faire, il fonde le socialisme sur des valeurs, en leur donnant principalement un caractère éthique. Il



définit un « rapport critique » avec le capitalisme, promeut une réflexion écologique, avance de nouvelles régulations et fait de la démocratie le principe même de l'action politique.

Ce projet ne marque cependant pas un réel tournant idéologique...

A B : Absolument. La crise du Parti s'aggrave en 1993, avec une défaite électorale sans commune mesure avec cette de 1986, et avec les conflits internes qui virent se succéder, deux années durant, quatre Premiers secrétaires... La motion majoritaire du Congrès de Liévin, à l'automne 1994, récuse toute filiation avec le texte de 1991. Mais le Parti n'a pas le temps d'élaborer un projet spécifique pour l'élection présidentielle de 1995. Lionel Jospin, le candidat élu par les militants, élabore son projet, dénommé sobrement « Propositions pour la France », dont la structure évoque davantage le Projet de 1988 que celui de 1991. La difficulté est d'ouvrir une autre période, sans pour autant remettre en cause les grands traits de ce qui a précédé. Ce projet reprend donc l'essentiel des thématiques définies depuis la fin des années 1980, sans tenter d'explorer les voies suggérées par le Projet de 1991. En 2002, Lionel Jospin présente ses orientations, sous le titre « Je m'engage ». Les mesures avancées s'inscrivent dans la suite des politiques gouvernementales menées depuis 1997. La notion de « Présider autrement » commande la tonalité du Projet. « Je place l'esprit de responsabilité au cœur de ma démarche, indique-t-il alors dans sa préface. La responsabilité doit être réhabilitée dans l'État : il faut notamment redonner à la fonction présidentielle autorité et crédibilité. »

Propos recueillis par Bruno Tranchant

Une chance à saisir

21 avril 2002, un véritable coup de tonnerre vient de s'abattre sur le pays. La France vit alors une crise d'identité, comme elle en a rarement connue dans le passé. C'est Lionel Jospin, candidat socialiste à l'élection présidentielle, qui en fait les frais. « Les Français vivent mal la mutation qu'entraîne, depuis trois décennies, la mondialisation, constate Alain Bergounioux. Ils n'arrivent pas à se projeter dans l'avenir. Les anciennes régulations définies et mises en œuvre dans le cadre des États nationaux ne sont plus suffisantes, les nouvelles peinent à voir le jour. Ils assistent, impuissants, à l'accroissement des inégalités qui font courir le risque d'une rupture des solidarités fondamentales ». Sept ans après cet épisode dramatique, la récession bat son plein. « D'où la nécessité d'imaginer un autre modèle de développement, explique l'historien. Notre travail ne peut se limiter à un simple toilettage. Il nous faut tenir compte des équilibres écologiques et imaginer un type de développement conciliant créations de richesses, solidarité sociale et reconversion des modes de consommation, au profit d'une société moins dispendieuse ». De cette nécessité peut sortir une chance pour les socialistes.

B.T.

DOCU

Intime migration



Lettre à la prison de Marc Scialom est un poème cinématographique exhumé, exposé au service d'un questionnement intense et terrible sur le sens de l'exil. Dans ce film-docu, une voix-off lit la lettre à un frère emprisonné d'un jeune immigré tunisien débarqué à Marseille en 1969. C'est une errance dans les rues de la cité phocéenne. Marc Scialom met le spectateur dans les pas de son personnage obnubilé par l'innocence de ce frère accusé de meurtre, qui part à la rencontre d'autres Tunisiens installés en France et qui lui semblent étrangers. Il en vient d'ailleurs à douter de l'innocence du frère. Le film a été réalisé en 1969-1970, entre Tunis et Marseille. À l'époque, sans aucun soutien financier, le réalisateur franco-tunisien s'est arrêté avant le tirage d'une copie. Le film a été retrouvé par Chloé Scialom, sa fille, réalisatrice elle-même. ***M.D.***

Lettre à la prison de Marc Scialom, avec Tahar Aïbi, Marie-Christine Lefort, Myriam Tuil, 1h10, sorti en salle le 2 décembre.

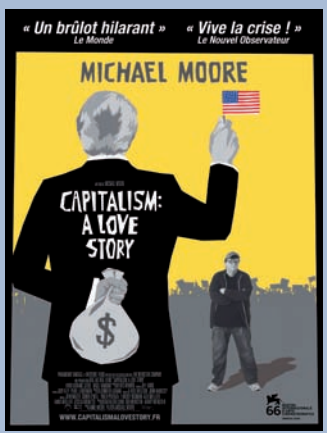
Entre réciprocité et échange

Si le socialisme ne peut prétendre avoir le monopole de la gauche, un retour aux sources s'impose. Il fut, en termes de doctrine et de stratégie politique, l'œuvre de Jaurès, pour l'essentiel. Lequel n'a eu de cesse de lutter contre les éléments les plus radicaux du groupe, à commencer par Jules Guesde, en le rattachant à l'idéal républicain et laïc. Le député de Carmaux a su pointer les effets pervers du capitalisme dans les pas de Saint-Simon, Fourier, Leroux ou Benoît Malon. La singula-

FILM

Plaidoyer démocratique

Michael Moore a habitué les spectateurs à des sujets coup de poing, et un ton très éloigné du politiquement correct. Avec son nouveau film documentaire, intitulé Capitalism : a love story, il monte encore d'un cran dans la dénonciation du système américain. Il est vrai que la crise, née de la dérégulation financière opérée à Walt Street, lui fournit une belle opportunité. Moore revient donc sur la toute puissance de la finance, sur les subprimes et les conséquences désastreuses qu'elles ont eues, jetant hors de chez eux des milliers de familles américaines. Il cible également le monde politique. Ces hommes et femmes qui ont fini par voter à la majorité un plan de 700 milliards de dollars d'aide aux banques, sans que celles-ci ne doivent en justifier l'utilisation. Mais le réalisateur ne fait pas qu'accuser, il choisit dans ce film, plus que dans les autres encore, d'adresser un message politique fort. Il croit au changement avec Obama. Il appelle à la mise en œuvre réelle de la démocratie, seul système viable capable de s'opposer au capitalisme et à ses effets dévastateurs.

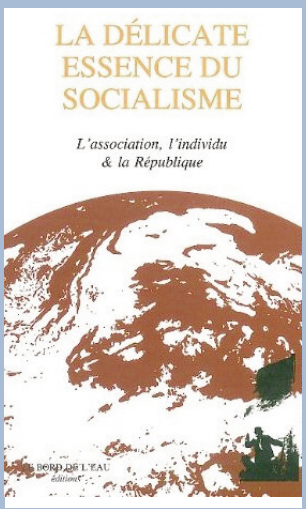


F.C

Capitalism, a love story, de Michael Moore, 2h06, sortie en salle le 25 novembre.

LIVRES/BD

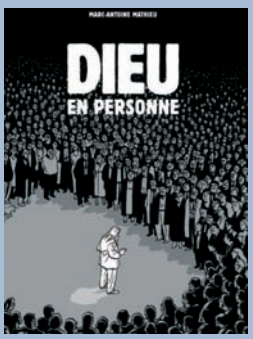
rité de cette pensée si particulière réside dans son refus de réduire l'homme à un animal économique et de réhabiliter un certain « idéalisme historique ». Au matérialisme marxiste, les socialistes opposent très tôt une vision résolument solidaire, fondée sur la démocratie participative et l'idéalisme associatif, Philippe Chanial dans *La délicate essence du socialisme* le met parfaitement en relief. Avec, pour unique credo, la passion de l'égalité, l'émancipation de l'individu, la réciprocité et l'échange.



B.T

Philippe Chanial, *La délicate essence du socialisme. L'association, l'individu et la République*, éditions Le Bord de l'Eau, 2009, 289 pages, 22 euros.

Procès de Dieu



Marc Antoine Mathieu aime les mises en abîmes graphiques et philosophiques. C'est sa marque de fabrique. Le dessin est la prolongation ou l'allégorie d'un texte qui est toujours une quête. Cette fois son talent nous place dans une situation inédite. Tout commence lors d'un recensement, lorsqu'un homme aux cheveux longs se présente sans papiers et sans immatriculation sociale. L'homme décline simplement son identité sous les rires des bureaucrates d'État : prénom Dieu, nom Dieu. Marc Antoine Mathieu nous propose cette fois d'assister au procès de Dieu. Un procès géant, aux enjeux infinis et à la grandeur de Dieu. Un procès paradoxal où les avocats de Dieu minimisent son rôle, tandis que l'accusation a à cœur de multiplier les arguments prouvant son existence pour mieux affirmer sa responsabilité dans le malheur des hommes... C'est finalement le procès d'une société où tout devient communication et intérêts financiers qui est instruit en creux par l'auteur. Aucun sujet, surtout pas celui de Dieu, ne doit échapper à la créativité mercantile.

T.C.

Dieu en personne, Marc Antoine Mathieu, editions Delcourt, 17,50 euros.

Nouvelles d'Albanie

Il y avait eu le film *Slogans*, primé par la critique à Cannes, en 2001, qui s'appuyait sur les nouvelles de l'écrivain albanais Ylljet Aliçka. On pouvait lire alors dans le quotidien *Le Monde* : « Il y a dans cette apparente neutralité de ton, une manière de rappeler une réalité qui pouvait être à la fois risible et terrible ». Ce sont bien ces sentiments de l'absurde et de l'horreur qui se dégagent du recueil *Slogans de pierre*, réédité dans un magnifique ouvrage par Pyramidion. L'écriture, légère parfois, laisse pourtant entrevoir une réalité quotidienne dure, sans visibilité sur l'avenir. C'est l'Albanie communiste qui est décrite au lecteur, à travers des histoires banales pour l'époque. On y lit la peur, la destruction, le ridicule, l'absolutisme du régime. Et les êtres touchés, pervertis par le système. Une vraie page d'histoire et un plaisir à lire.

F.C

Les Slogans de pierre, Ylljet Aliçka, éditions Pyramidion, Livre vendu avec le Dvd du film, 22 euros.

Pages réalisées par Thomas Colognac, Manuella Delahaye, Fanny Costes et Bruno Tranchant.

Janvier 2010

De nouveaux outils pour communiquer !



L'Hebdo nouvelle formule

et des envois thématiques réguliers à tous



La Coopol

Un outil d'organisation et de débat



Un nouveau site internet

Plus accessible et interactif

❒ **Je souhaite continuer à recevoir l'Hebdo des socialistes par courrier**

Nom .....

Prénom .....

Adresse .....

Code Postal ..... Ville .....

Si vous souhaitez mettre à jour votre adresse mail, contactez-nous : hebdo@parti-socialiste.fr

À renvoyer à : L'Hebdo des socialistes
10, rue de Solférino
75333 Paris cedex 07